

JESSIR

JEUNESSE ENGAGÉE SUR LES DEUX RIVES



## Liste des acronymes

---

CUF	Cités Unies France
ECA	Etoile Culturelle d'Akbou
ADICE	Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes
CCVH	Communautés de Communes de la Vallée de l'Hérault
MEAE	Ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères
APC	Assemblée Populaire Communale
PAPC	Président de l'Assemblée Populaire Communale
MICLAT	Ministère algérien de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire
MAE	Ministère algérien des Affaires Etrangères
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PCPA	Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie
COPIL	Comité de pilotage
CCJ	Conseil Communal de Jeunes
AL	Autorité Locale

*Ce document a été réalisé avec le soutien de l'Union Européenne.  
Son contenu ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de cette institution.*



# Avant propos

Cités-unies France a répondu, durant l'été 2016, à un appel d'offres lancé par l'Union européenne, dans le cadre de sa politique « euro-méditerranéenne », intitulé : « Programme d'appui à la gouvernance locale et au renforcement de capacité des autorités locales algériennes en matière de politique locale de jeunesse ». Il s'agissait en clair de proposer à des collectivités locales algériennes de les aider à concevoir et à mettre en œuvre des politiques d'insertion des jeunes dans la vie communale, et de le faire en concertation étroite avec ces mêmes jeunes.

Cités-unies France, dont c'est le « métier », a donc proposé de le faire en s'appuyant sur le savoir-faire, en la matière, de collectivités territoriales françaises susceptibles de nouer un partenariat sur ce thème spécifique avec des collectivités algériennes qui le souhaiteraient. C'est sûrement notre expérience reconnue en matière de coopération qui a conduit la Commission européenne à retenir la candidature de CUF pour ce programme d'une durée de deux ans (2017 et 2018) et d'un coût évalué à 400.000 € financés à 75% (soit 300.000 €) par le budget de l'Union européenne.

Sitôt la convention signée entre CUF et l'UE, nous avons demandé aux collectivités françaises membres du groupe-pays Algérie de CUF si quatre ou cinq d'entre elles voulaient bien se mobiliser sur ce programme. Trois d'entre elles, qui avaient donc, déjà, un partenariat avec une ville d'Algérie, nous ont très vite donné leur accord et la 4ème (Communauté de communes de la vallée de l'Hérault) a aussi adhéré au projet, pour peu que nous l'aidions à trouver une ville partenaire en Algérie. Ce sont donc ainsi engagés quatre binômes franco-algériens : Aubervilliers (Seine-St-Denis) avec Bouzeguène (w. de Tizi-Ouzou), Epinay-sur-Seine (Seine-St-Denis) avec Tichy (w. de Bejaïa), Mulhouse (Haut-Rhin) avec El-Khroub (w. de Constantine) et CC vallée de l'Hérault avec Biskra (w. de Biskra). Ce sont ces villes qu'il nous faut remercier en premier car, aux ressources financières évoquées plus haut, elles nous ont permis de rajouter l'apport en ressources humaines absolument indispensables pour mener, au jour le jour, ce travail de longue haleine : car c'est bien à ces huit collectivités que revenait la lourde tâche de concevoir ensemble et de mener à terme cette belle aventure.

Autre apport fondamental en matière de ressources humaines : le travail de coordination mené en France par Cités-unies France (CUF) et en Algérie par l'Etoile culturelle d'Akbou (ECA). CUF et l'ECA ont noué leur premier partenariat en 2014 et nos deux associations n'ont cessé d'œuvrer ensemble, depuis lors, pour coordonner au mieux, de part et d'autre de la Méditerranée, les politiques de coopération entre collectivités locales vigoureusement relancées en 1999, par nos deux pays.

Nos deux associations se sont donc pleinement investies aux côtés des huit villes concernées dans ce programme européen que nous avons baptisé JESR (prononcer jesser) - qui signifie pont en arabe -. Ce programme a permis de maintenir le lien entre nos deux pays, entre nos territoires, entre nos sociétés dans des contextes complexes de part et d'autre. Ce projet a été un véritable laboratoire de réflexion (autour des politiques publiques locales liées à la jeunesse ou à la démocratie participative), d'expérimentation (que ce soit en termes de partenariats, de concertation ou de gouvernance), et de mise en œuvre (notamment par la création de conseils communaux de jeunes). Et le plus réconfortant pour toutes ces villes partenaires a été de constater combien cette aventure commune a pu bénéficier, d'abord bien sûr aux villes algériennes qui ont su bâtir de telles politiques, mais aussi aux villes françaises qui ont toutes ressenti la stimulation que cette riche expérience a apporté à leurs propres politiques.

Il nous paraissait donc important de prendre un temps pour capitaliser, comprendre et analyser les démarches engagées et les politiques mises en œuvre autour et au sein du projet JESR. Ainsi partagée et valorisée avec le plus grand nombre, cette initiative permettra, c'est notre espoir, que ce pont se prolonge et soit utile à l'ensemble des acteurs de la coopération algéro-française.

**Georges Morin**  
Président du Groupe-  
Pays Algérie  
Cités Unies France

**Mouloud Salhi**  
Président de l'Etoile  
Culturelle d'Akbou  
et maire d'Akbou



# Sommaire

---

<b>Avant propos</b>	<b>3</b>
<b>Présentation des partenaires</b>	<b>5</b>
<b>Résumé du projet</b>	<b>6</b>
Trois volets complémentaires	7
Une gouvernance inclusive et partagée	7
<b>Chronologie du projet</b>	<b>8</b>
<b>Des résultats positifs malgré un contexte de mise en œuvre difficile</b>	<b>10</b>
Une démarche participative d'élaboration d'un plan stratégique de politique de jeunesse	10
Un renforcement des compétences des acteurs de la jeunesse	12
Un renforcement des relations de coopération entre les collectivités	13
<b>Bilan évaluatif</b>	<b>16</b>
<b>Conclusions et perspectives</b>	<b>18</b>
<b>Remerciements</b>	<b>21</b>

# Présentation des partenaires

## CITÉS UNIES FRANCE

Association qui fédère les collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Elle accompagne l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur rayonnement, de leur attractivité et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques.



## ETOILE CULTURELLE D'AKBOU

Association qui vise à promouvoir les droits humains, la culture et l'épanouissement de la jeunesse par le biais de l'éducation à la citoyenneté, de la lutte contre l'illettrisme et de la promotion de la culture algérienne et plus particulièrement la culture amazighe.



## ADICE

L'Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes agit pour la promotion sociale et professionnelle en permettant notamment aux jeunes de bénéficier d'une expérience à l'international grâce aux divers programmes de mobilité.



## NADA

Collectif d'associations algériennes qui œuvre pour le respect et la défense des droits de l'enfant, à travers des actions de protection, de promotion et de plaidoyer, visant à lui assurer un épanouissement dans le cadre de la convention internationale des droits de l'enfant.



## Résumé du projet

Le projet JESR « Appui à la gouvernance locale et renforcement des capacités des autorités locales algériennes en matière de politique publique locale de jeunesse » s'inscrit dans le cadre du Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales en Algérie », lancé par Europe Aid en 2016. Il vise, de manière générale, à la montée en compétences de trois autorités locales algériennes (Bouzeguene, Tichy et El Khroub) en leur donnant des outils d'aide à la décision pour mettre en œuvre une politique locale de jeunesse, concertée et transversale

Il répond ainsi aux recommandations issues à la fois des « Rencontres sur l'action locale pour et avec les jeunes » organisées en septembre 2015 à Béjaïa, mais aussi celles des « 3èmes Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales » qui se sont tenues à Alger les 25 et 26 mai 2016.

Le projet a été aussi conçu comme un outil de renforcement des relations de coopération entre les collectivités partenaires et ce, à travers l'échange d'expériences en matière de politiques locales de jeunesse.

Porté par Cités Unies France en partenariat avec les associations algériennes NADA (réseau de défense des droits de l'enfant) et l'Etoile Culturelle d'Akbou ainsi que l'association française ADICE (Association pour le Développement des Initiatives Citoyennes et Européennes), il réunit quatre collectivités territoriales françaises : Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Mulhouse (Haut-Rhin) respectivement partenaires des communes de Tichy (Bejaia), Bouzeguène (Tizi Ouzou) et El Khroub (Constantine), ainsi que la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault (Hérault).



Participation des partenaires français et algériens au congrès de l'Anacej, Paris, 26/10/2018



## Le projet mené sur trois ans (2017-2019) s'articule autour de 3 volets complémentaires :

**La mise en place de politiques de jeunesse dans une démarche partenariale** à travers la réalisation de 3 diagnostics territoriaux partagés conduits avec l'ensemble des acteurs locaux à travers différents temps d'échanges et de restitution (ateliers et séminaire) ; mais aussi une mission d'immersion en France d'une délégation algérienne venue observer, dans les services des CT et au niveau du territoire, les politiques, dispositifs et moyens sur lesquels reposent les politiques de jeunesse.

**Le Renforcement des compétences des professionnels de jeunesse** : Se traduit par un cycle de formation aux enjeux et pratiques d'actions jeunesse notamment pour le développement de projets de mobilité. Ces formations s'appuient sur des visites et des échanges entre experts, professionnels de collectivités territoriales, d'institutions et d'associations en France et en Algérie.

**La mise en place d'espaces collaboratifs** : Pour favoriser le dialogue entre les jeunes et les autorités locales dans chaque territoire identifié, des comités locaux de jeunesse et des espaces collaboratifs numériques sont mis en place ; la démarche repose sur un travail en amont de réunions de sensibilisation, de formations et d'échanges d'expériences à travers des visites d'échanges en Algérie mais aussi en France auprès d'autres dispositifs participatifs dont il existe plusieurs formes. L'expérience de l'Etoile Culturelle d'Akbou (ECA) en la matière est une véritable valeur-ajoutée.



## UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE ET PARTAGÉE :

Dès le démarrage du projet, un **comité de pilotage** a été constitué, composé :

- » Des **4 collectivités françaises** (villes d'Aubervilliers, d'Epina-sur-Seine, de Mulhouse et de la Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault) et de leurs **partenaires algériens** (Bouzeguene, Tichy et El Khroub).
- » Du **porteur de projet et ses partenaires** : Cités Unies France, Etoile culturelle d'Akbou, NADA et l'ADICE.
- » Des **partenaires institutionnels** : Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères (DAECT), pouvoirs publics algériens (Ambassade d'Algérie à Paris, Consulat d'Algérie à Bobigny).

Ce comité de pilotage, réuni au moins 5 fois par an, avait pour mission de :

- » Superviser la mise en œuvre du projet. Cités Unies France lui rend compte régulièrement de son action et de l'état d'avancement du projet
- » Assurer un suivi méthodologique des activités
- » Préparer et participer aux activités.

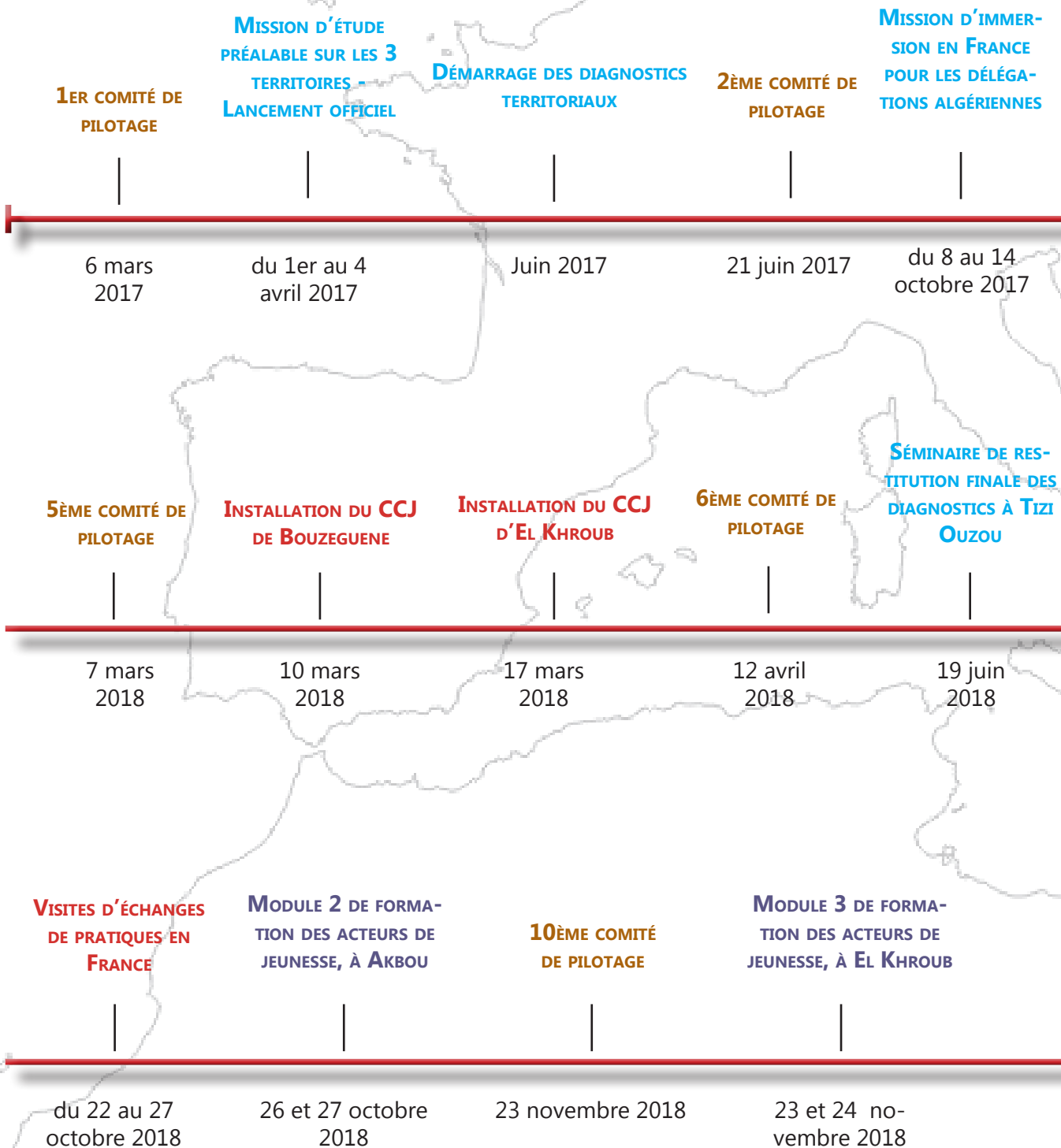


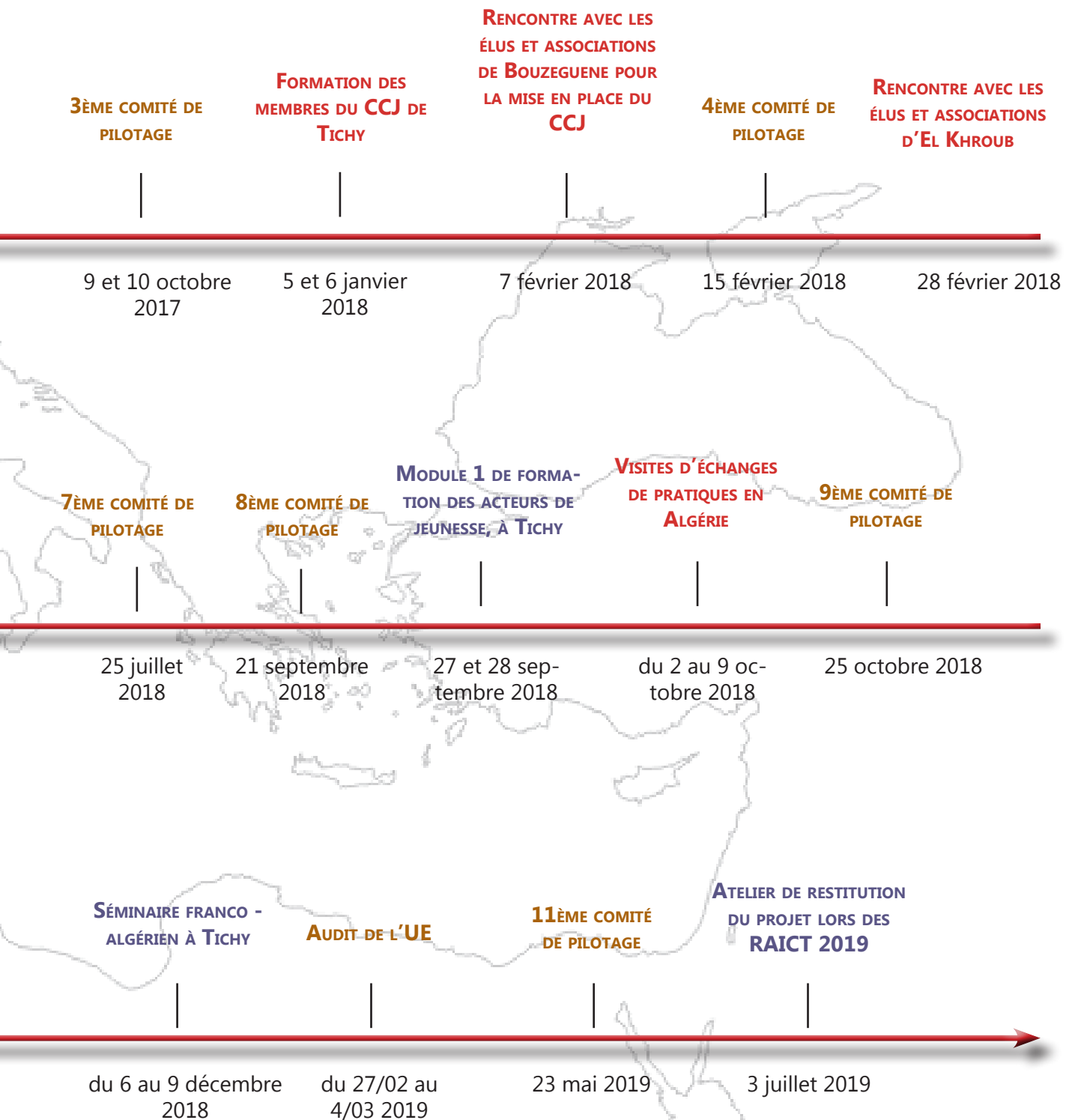
Réunion du Copil, Cuf, 25/10/2018

L'implication de l'ensemble des parties prenantes, dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi du projet et de ses activités, a permis non seulement de comprendre les enjeux et de s'adapter aux contextes locaux, mais aussi de faire face, collectivement, aux difficultés rencontrées.

De cette façon, le partage des connaissances et des idées induit par la gouvernance multi-acteurs du programme, a permis de co-construire une vision claire et réaliste et de la même manière de remédier aux obstacles rencontrés lors de l'avancement du projet. A cet égard, plusieurs activités, telles que le séminaire final de décembre 2018, ont pu être menées à bien grâce à un travail collaboratif, la mutualisation des ressources et l'appui sur les réseaux des partenaires.

# Chronologie du projet





# Des résultats positifs malgré un contexte de mise en œuvre difficile

1

## Une démarche participative d'élaboration d'un plan stratégique de politique de jeunesse

JESR a proposé un cadre d'accompagnement à l'élaboration d'un plan stratégique de politique de jeunesse auprès des trois communes algériennes. Une politique locale de jeunesse est avant tout une démarche partenariale liée à une stratégie territoriale. Cette démarche doit être l'expression d'une volonté politique portée par des élus locaux et appuyée par le monde associatif et les jeunes. La réalisation d'un diagnostic territorial est un premier pas pour définir un projet territorial où les jeunes vont être acteurs de leur propre développement. C'est une étape incontournable.

Un comité de suivi a été mis en place sur chaque territoire pour assurer notamment le suivi de la réalisation de ces diagnostics. Chaque comité de suivi était composé d'une diversité d'acteurs locaux (associations, direction jeunesse et sports de la wilaya -DJS- élus et agents de collectivités). Cette démarche a permis aux acteurs locaux de comprendre l'exercice de diagnostic et de participer, aux côtés des consultants, à l'analyse de leurs territoires, d'identifier les faiblesses et les forces et de co-construire des pistes de solutions et d'actions. L'animation de réunions de concertation multi-acteurs a permis d'analyser les problèmes et besoins des différents acteurs et de les associer à ce processus de construction de plan stratégique et donc une meilleure appropriation de toutes les parties.

Par ailleurs, le fait d'avoir mis en place et impliqué une diversité d'acteurs au sein d'un comité de suivi (associations, DJS, élus) sur chacun des trois territoires, et de ne pas les avoir limités aux élus de l'APC, a permis d'assurer un suivi et une continuité de l'exercice malgré le changement d'élus au sein des trois APC. En effet, suite aux élections locales de novembre 2017 en Algérie, les trois communes concernées par le projet ont changé de maires. Ce sont les comités de suivi qui ont assuré l'interface avec les nouveaux élus et facilité leur implication dans le projet.

Le projet JESR a donc permis d'enclencher cette démarche de planification stratégique, qui doit encore être finalisée.

### Témoignage

« Notre contribution a porté essentiellement sur les aspects méthodologiques : nous avons proposé de mettre en œuvre ce qui est notre méthode pour l'élaboration des diagnostics territoriaux partagés, largement ouverts à la participation citoyenne, avec le souci de vitaliser la démocratie locale. »

**Louis Villaret**

Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

“

## *A la base du projet : le diagnostic partagé*

Pour mettre en œuvre la volonté de développer des politiques publiques en faveur de la jeunesse, il y avait bien entendu besoin de savoir de quoi nous partions, recenser les besoins et les priorités afin de définir ce qu'il convenait d'entreprendre. Ce travail préalable aux réalisations proprement dites, mais qui est partie intégrante et indispensable du projet en tant que tel, impose la réalisation d'un diagnostic. Il a d'abord fallu préciser ce qu'on entendait par jeunesse, jeunes, jeunes...

Diagnostic suppose état des lieux, recensement de l'existant, mais dans la dynamique en cours : au-delà de la photographie à un instant T, il est utile de voir ce qui progresse, ce qui perd de son intérêt, ce qui manque aussi : cela se résume essentiellement en quelques questions : qu'existe-t-il à conserver ? Qu'existe-t-il à améliorer et transformer ? que supprimer parce que c'est néfaste ? Que manque-t-il ? A chaque fois, des questions transversales sont aussi à prendre en compte, par exemple : qui est bénéficiaire ou au contraire laissé pour compte ? Cela est particulièrement important sur les questions de jeunesse où d'une tranche d'âge à une autre, d'une catégorie sociale à l'autre, d'un quartier d'habitation à l'autre, selon qu'on soit fille ou garçon, scolarisé ou non, tout change... Autres aspects pris en compte dans le diagnostic : les relations aux institutions et entre institutions, la vitalité associative : en un mot, les jeux d'acteurs et les partenariats, en un mot les synergies sur lesquelles s'appuyer, à créer, à renforcer...

Réaliser un diagnostic suppose de la méthode, un peu de technique, une grande sensibilité aux aspects humains et beaucoup de travail : il a donc été fait appel à des professionnels de l'enquête et de l'observation des réalités sociales et nous n'avons pas été déçu du résultat.

Un diagnostic n'a d'intérêt que s'il est partagé. Le cahier des charges a donc été soumis à discussion, chaque protagoniste de la démarche a pu y apporter sa pierre. Les différentes phases de son élaboration ont été présentées et validées dans des comités de pilotage constitués avec des représentants de chaque catégorie d'acteurs sur chacun des sites.

C'est ainsi, que petit à petit, les stratégies à définir, les objectifs à fixer et les actions à entreprendre se sont révélées, presque naturellement, thème par thème, site par site, ancrées dans les réalités et les volontés locales. Ces Comités de pilotage ont d'ailleurs joué un rôle essentiel de mobilisation pour la suite de la démarche.

**Paul Mignon**, Directeur général adjoint, CCVH



Séminaire de restitution des diagnostics territoriaux, Avril 2018, Tizi Ouzou

# Des résultats positifs malgré un contexte de mise en œuvre difficile

## 2

### Un renforcement des compétences des acteurs de la jeunesse

Cette question du renforcement des compétences a constitué le fil rouge de JESR. Les trois diagnostics territoriaux ont mis en avant le besoin de renforcement de compétences aussi bien des élus que des agents, cadres institutionnels et associatifs et à travers eux celui des structures de jeunesse.

JESR s'est investi sur cet enjeu à travers deux axes de travail :

- » Des modules de formation : à la gestion et la conduite de projets ; à la gestion et à l'animation des dispositifs de participation de jeunes ; à la formation de formateurs sur les programmes de mobilité des jeunes.
- » Des échanges de pratiques en France et en Algérie et une mission d'immersion, toujours autour des questions de politique de jeunesse et en particulier de la participation des jeunes à la vie locale.

Toute la démarche a reposé sur la mobilisation de compétences et d'expertises des parties prenantes et partenaires mises au profit du projet, des territoires et des acteurs. À travers ces actions, il ne s'agissait pas d'être dans une démarche de transposition, mais dans l'échange de pratiques et la réflexion sur la mutualisation des approches face à des enjeux communs. L'apprentissage est donc réciproque, il bénéficie tant aux acteurs algériens qu'aux acteurs français.

Les formations ont été organisées par deux organisations, ECA et ADICE, qui ont une réelle expérience et expertise à la fois dans l'organisation, l'animation et les contenus de ces formations. Le fait que celles-ci se soient déroulées principalement la deuxième année du projet et en parallèle des autres activités du projet, a permis d'allier la théorie à la pratique. Les formations ont été complétées par des modules de formation sur la mobilité des jeunes à l'international et sur le management du volontariat à l'échelle locale et internationale réalisées par l'ADICE.

#### Témoignage

« L'ADICE est impliquée depuis plus de 15 ans sur les questions de jeunesse et de mobilité, ainsi le projet JESR en partenariat avec Cités Unies France, constituait une suite logique. »

**Djamel Benia**, Directeur de l'ADICE.



## 3

## Un renforcement des relations de coopération entre les collectivités

JESR a également été conçu comme un outil de renforcement des relations de coopération entre collectivités et ce à travers l'échange d'expériences en matière de politiques locales de jeunesse ; il s'appuie sur trois partenariats (Tichy-Epinay-Sur-Seine ; Bouzeguene- Aubervilliers ; El Khroub-Mulhouse) et un quatrième en construction (Communauté de communes de la Vallée de l'Hérault- Biskra).

La jeunesse et la démocratie participative n'étaient pas toujours des thèmes de coopération, néanmoins le projet JESR a permis d'introduire et de faire pénétrer ces thématiques importantes, créant ainsi une synergie entre acteurs français et algériens autour de ces enjeux devenus communs.



Accueil de la délégation d'Aubervilliers par leurs partenaires de Bouzeguene, 6 décembre 2018.

### Un renforcement de la proximité entre les jeunes et leurs élus :

Le projet a permis de profiter d'une proximité inédite entre les jeunes du CLJ et leurs élus au sein des municipalités. Le déplacement en Algérie fut l'occasion de les rencontrer et d'avoir une relation privilégiée avec eux pendant quelques jours.

Par la suite, les jeunes se sont sentis valorisés d'être connu et reconnu encore aujourd'hui lors d'événements organisés par leur ville. Ils ont d'ailleurs appréciés d'avoir des élus accessibles et partenaire de ce projet au même titre qu'eux, dans une dynamique « multi-acteur ». « *C'est ce type de programme qui permet à des jeunes, des professionnels et des élus locaux de se retrouver dans un même espace et de fabriquer ensemble* ». **Nora Aoudjane**, Chargée de mission Service Jeunesse, Aubervilliers.

Pour Aubervilliers, les jeunes ont également apprécié le lien avec les élus de leur ville partenaire de Bouzeguène. Après les quelques jours ensemble à Bouzeguène et une fois à Tichy cette proximité à perduré, l'un d'entre eux nous confie même : « *j'avais le sentiment que c'était mon maire et que j'étais bouzeguènois* » **André**, membre du CLJ.

# Des résultats positifs malgré un contexte de mise en œuvre difficile

Les échanges de pratiques ont bénéficié tant aux collectivités algériennes qu'aux collectivités françaises puisque ces dernières n'ont pas les mêmes approches et outils de participation. Il s'agissait notamment de mettre en lumière entre autres : les modes de participation des jeunes proposés par les collectivités ; les moyens et les outils mobilisés par les collectivités ; le fonctionnement des dispositifs de participation de jeunes. Le projet offre désormais un véritable espace d'échanges entre les élus algériens et français, notamment depuis les formations et les visites d'échanges entre « pairs ».

## A Epinay-sur-Seine



Cette dynamique nouvelle impulsée par le projet JESR a fait évoluer les approches et les pratiques en matière de coopération décentralisée. A cet égard, l'expérience en Algérie a permis de questionner les pratiques de participation existantes dans la commune d'Epinay-sur-Seine. Cette dernière s'est alors inspirée de la méthodologie appliquée dans le cadre du projet, ce qui l'a amenée à réaliser un diagnostic et repenser leur propre dispositif de participation des jeunes en installant un nouveau conseil local des jeunes. Enfin, on peut également citer le projet d'envoi d'un volontaire de solidarité internationale (VSI) d'Epinay à Tichy afin de travailler sur les activités de la bibliothèque municipale, qui démontre une nouvelle fois l'intensification des relations de coopérations depuis le début du projet JESR.

Pour la ville d'Epinay sur Seine, le projet a permis le renforcement des relations entre services : « *Le projet a permis d'apprendre à se connaître entre services et de voir nos façons de fonctionner* ». **Marine Biancotto**, responsable du service RI.

Aujourd'hui : « *Il y a une véritable dynamique entre les services des relations internationales et le service jeunesse, il y a maintenant une véritable cohésion, on pense les choses ensemble* ». **Samba Diallo**, directeur adjoint service jeunesse.



Pour Aubervilliers, le projet JESR a été l'opportunité d'apporter une nouvelle dynamique à la coopération existant depuis plusieurs années avec la ville de Bouzeguène, en y incluant une dimension jeunesse.

D'autre part, l'atelier préparé et animé en commun entre le CLJ d'Aubervilliers et le CCJ de Bouzeguène a permis un réel rapprochement entre les jeunes des deux rives et de « *faire corps* ». « *L'idée pour nous c'était de faire en sorte que les jeunes de Bouzeguène et d'Aubervilliers parlent de la même voix* ». **Nourredine Skiker**, responsable service Jeunesse.



## A Aubervilliers

Le renforcement de la coopération décentralisée s'illustre aussi à travers l'intensification du partenariat entre Bouzeguène et Aubervilliers sous l'impulsion du projet. En effet, une nouvelle convention a été signée par les deux maires en octobre 2018, plaçant la jeunesse comme axe majeur de coopération.



## A Mulhouse



Le président de l'Assemblée Populaire Communale d'El Khroub a quant à lui renouveler la volonté d'implication de sa collectivité dans la coopération décentralisée avec Mulhouse malgré le changement d'équipe suite aux dernières élections. Les deux collectivités se dirigent vers un premier projet culturel avec la réalisation de fresques d'artistes locaux chez leur partenaire, et d'un second projet basé sur la conception d'outil de communication, en lien avec la jeunesse.

La ville de Mulhouse a souhaité s'investir dans le projet JESR car la démocratie participative est un des axes de travail avec leur partenaire algérien, dans le cadre de leur convention triennale. L'implication du conseil des jeunes était cohérente avec cette thématique.

Les élus mobilisés ont par ailleurs appréciés la dynamique engagée avec la jeunesse « *En tant qu'élue ça m'a permis d'avoir un contact avec la jeunesse mulhousienne et être à l'écoute de leurs attentes* » **Anne-Catherine Goetz**, adjoint au maire.



Intervention des jeunes du CDJ de Mulhouse, durant le séminaire franco-algérien à Tichy, 6 au 9 décembre 2018



## PERTINENCE :

Sa démarche visant à impliquer les jeunes dans la définition et la conduite de ces politiques est en phase avec la préoccupation nationale de développer la démocratie participative. L'approche globale des questions de jeunesse que favorise une politique territoriale suppose des capacités institutionnelles des Assemblées Populaires Communales (APC) et personnelles de leurs élus et techniciens, qui sont aujourd'hui limitées. La structure du programme d'activités du projet est cohérente en ce qu'elle associe : la conduite d'un diagnostic territorial visant à fonder la définition de politique locale jeunesse dans les villes impliquées, la mise en place d'une instance de participation des jeunes (le Conseil Communal des Jeunes (C-CJ)) et de développement du dialogue entre élus, techniciens et jeunes pour l'élaboration de stratégies collectives d'action jeunesse. Il s'agit aussi d'assurer la nécessaire formation de ces acteurs à ces pratiques, en incluant également l'engagement et la mobilité internationale des jeunes. La capacité de passer du diagnostic à la définition de plans stratégiques (politique jeunesse partagée) constitue « le fil rouge » et l'enjeu essentiels du projet, qui reste à parachever.

Le projet donne l'opportunité à ces villes d'ouvrir un nouveau thème de coopération qui peut favoriser, à l'avenir, des échanges entre leur population de jeunes respective. Sa modalité spécifique de coopération décentralisée avec des collectivités françaises partenaires paraît ici constituer, sur l'enjeu des politiques de jeunesse, une innovation réelle.

## EFFICIENCE :

Une articulation cohérente de l'implication de ses différents partenaires (Co-opérateurs, Villes françaises et algériennes, Institutions consulaires) favorise la mise en œuvre efficiente du projet. Celle-ci est constatable notamment à travers sa modalité particulière de coopération décentralisée qui fait travailler ensemble les villes algériennes bénéficiaires et les villes françaises concernées, et dans le partage de la conduite opérationnelle du projet entre ses deux copilotes (CUF et ECA), entre les deux pays. L'implication et la responsabilisation des parties prenantes vis-à-vis des activités respectives dont ils ont la charge est ainsi patente. Le pilotage du projet est assuré au moyen d'une coordination régulière de l'ensemble des parties prenantes du projet et l'association de toutes celles-ci au comité de pilotage auquel néanmoins ne participent pas ni la Délégation de l'Union Européenne, ni des représentants des autorités centrales

La réalisation de ces résultats, compte tenu de la modalité de coopération décentralisée de ce projet qui implique une capacité de mobilité réciproque indispensable, est finalement plus affectée par les freins à cette mobilité (attribution de visas, autorisations de déplacement) que sur les autres activités prévues au programme et effectivement réalisées, même si parfois avec certains délais.

<sup>1</sup> Les informations présentées dans cette partie sont essentiellement issues du rapport de monitoring et d'évaluation (revue ROM) réalisé en juillet 2018 par un consultant mandaté par la Commission européenne.



## EFFICACITÉ :

La qualité des activités et de leur produit est indéniable et reconnue par les parties prenantes. La conduite des diagnostics territoriaux partagés a abouti à la production de rapports circonstanciés assortis de pistes d'actions multiples et pertinentes. Les Conseils Communaux des Jeunes ont été constitués en s'adaptant aux réalités respectives de chaque ville. Les visites d'immersion réalisées en France ont été appréciées des délégations algériennes invitées, ce dont attestent les comptes rendus de chacune d'elles. L'effet amplificateur ou d'influence de la réussite du projet sur les politiques nationales des Ministères concernés apparaît pour l'heure difficilement perceptible, faute de la reconnaissance de ce projet par ces autorités centrales.

### CONCLUSION

Le projet est pertinent car il répond aux besoins des autorités locales (groupe cible) de conduire des politiques sur leur territoire qui répondent aux besoins mêmes de la jeunesse algérienne (bénéficiaires finaux) en impliquant celle-ci. La cohérence de la logique d'intervention du projet est confirmée mais les indicateurs, limités en nombre et en précision, ne favorisent pas une valorisation des résultats qui serait utile à sa reconnaissance. Le projet de renforcement des capacités concerne des villes algériennes motivées par son objet et repose sur des partenariats préexistants de coopération décentralisée avec des villes françaises qui favorisent son efficacité et sa durabilité. Son efficacité, en termes de production de l'objectif principal (plans stratégiques Jeunesse des villes) et de reconnaissance du projet par les autorités centrales, nécessite d'être renforcée sur la fin du projet, ce qui contribuerait à soutenir une durabilité déjà patente.

## DURABILITÉ :

L'engagement durable des villes algériennes bénéficiaires dans la démarche initiée par le projet sur une politique jeunesse résultera de la solidité des orientations qui auront été définies à l'issue des diagnostics territoriaux et qui découleront clairement de l'exploitation de ceux-ci. Il résultera aussi des capacités internes aux Assemblées Populaires Communales à doter de moyens d'agir les référents Jeunesse désignés dans chaque ville et à attribuer des moyens de fonctionner aux Conseils Communaux des Jeunes. L'affectation de locaux à ces derniers est définie dans les 3 villes. Leur équipement dépend en partie du volet spécifique du projet portant sur le financement d'espace collaboratif et numérique, qui reste à réaliser. Il découlera aussi de la poursuite des relations de coopération entre les villes françaises et algériennes sur la question des politiques jeunesse, qui est à priori déjà assurée pour toutes. Il pourra enfin se manifester à travers l'engagement réciproque de jeunes des villes partenaires dans des actions de mobilité internationale et plus largement dans les échanges de natures diverses entre les jeunes de ces villes.

### Points de vigilance

- » La non-reconnaissance du projet par les pouvoirs publics algériens (en particulier le MICALAT) : c'est un des freins essentiels à l'efficacité de sa mise en œuvre.
- » La valorisation des activités et la communication autour du projet à renforcer.
- » Appuyer la formulation d'orientations stratégiques formalisées d'une politique de jeunesse de la part des autorités locales algériennes d'ici la fin du projet, à partir d'une exploitation approfondie des diagnostics territoriaux et de leurs pistes d'action.
- » Le court délai pour la réalisation des activités peut impacter la qualité.



# Conclusions et perspectives

JESR a construit et développé, durant deux années, des outils et des dynamiques que nous avons pu partager lors du séminaire de clôture qui s'est tenu à Tichy du 6 au 9 décembre 2018. Cet événement autour de « l'action locale, la concertation et la démocratie participative au service de la jeunesse » a également été un espace de réflexion et de co-construction des perspectives au-delà du projet JESR.

Les différentes activités mises en place dans le cadre du projet ont mobilisé une grande diversité d'acteurs ; des autorités locales, des associations, des pouvoirs publics, en passant aussi par des universités, des centres de formations et des citoyens. Cette pluralité d'acteurs a instauré des dynamiques et des espaces de dialogues et de travail collaboratifs sur des territoires, autour d'un enjeu devenu commun, lié à la jeunesse.

## Recommandations

- » Proposer un argumentaire pour défendre et légitimer l'intérêt du projet en interne au sein des collectivités, notamment utile en cas de départ/changement de référent au sein des services impliqués. Cet argumentaire pourrait également permettre aux techniciens de faire entrer les thématiques du projet dans l'agenda politique de leur collectivité (exemple : la mobilité permet in fine d'améliorer l'employabilité des jeunes du territoire)
- » Accompagner les collectivités dans leur communication autour du projet, notamment au retour pour diffuser l'expérience auprès de la population.
- » Associer plus en amont les jeunes et leur présenter le projet dans sa globalité.
- » Prévoir un programme et des visites adaptés au public « jeune », sans pour autant exclure des temps collectifs et des liens avec les acteurs institutionnels.



Mission d'étude préalable, Avril 2017, Tichy

2019 sera une année de transition pour les organisations partenaires de JESR mais aussi une année de continuité, de structuration d'autres projets et ne constituera en aucun cas une année blanche, ceci pour plusieurs raisons :

- » D'abord par la **poursuite** et la **finalisation** du projet JESR : une demande de prolongation d'une année auprès de la Délégation de l'Union européenne a été faite afin de finaliser les activités. A cet égard il y a d'une part la mise en place d'un espace collaboratif numérique entre les 3 Conseils Communaux des Jeunes nouvellement installés à Bouzeguene, El Khroub et Tichy, avec la perspective de l'élargir aux dispositifs de participation français, à d'autres territoires en Algérie et pourquoi pas à d'autres organisations du Maghreb. D'autre part il y a l'accompagnement des 3 Assemblées Populaires Communales à l'élaboration de leur stratégie de politique locale de jeunesse, afin justement de donner du contenu et du concret aux diagnostics réalisés dans ces territoires.
- » Ensuite par la poursuite de la **dynamique de réseau** et **l'élargissement** à d'autres organisations et acteurs à travers notamment pour CUF l'organisation de réunions pour faire le bilan de cet événement et structurer les perspectives, mais aussi en partageant cette expérience JESR via le groupe-pays Algérie et les Rencontres de l'action internationale des collectivités. Ce partage d'expériences pourra se faire au profit d'autres programmes, tel que le programme Jerusalem-Est réunissant des collectivités françaises qui appuieront la mise en oeuvre d'activités culturelles, artistiques, de formations au sein du centre socio-culturel d'Al Bustan.
- » Via les **coopérations décentralisées** : des pistes de travail se dessinent déjà entre les collectivités algériennes et leurs partenaires françaises : Epinay et Tichy sur le volontariat, Aubervilliers et Bouzeguene autour des échanges de jeunes, Mulhouse et El Khroub sur le volet culturel et la CCVH qui est en contact avec la commune de Biskra.
- » A travers les **programmes que développent les partenaires** : que se soit l'ADICE avec son programme de volontariat dans la région du Maghreb, ou l'Etoile Culturelle d'Akbou sur les dispositifs de participation des jeunes. L'objectif étant que ces programmes puissent être accessible et bénéficier à des organisations et collectivités algériennes et françaises.

*« Nous avons engagé notre collectivité dans le projet car il a permis de multiplier nos relations, de connaître nos insuffisances, de connaître nos atouts, de partager nos expériences, mais aussi de tirer profits des atouts des autres et échanger nos travail, nos compétences et nos expériences. »*

*« Jesr à également permis de profiter des échanges pour se connaître entre collectivités algériennes mais aussi avec les collectivités de l'autre rive ».*

*« Suite au projet, nous souhaitons élargir notre coopération sur d'autres secteurs comme le sport ou la culture ».*

**M. Aissani**, Président de l'APC de Tichy

Toutes ces dynamiques seront l'occasion de poursuivre le plaidoyer auprès des pouvoirs publics des deux pays pour soutenir ces coopérations entre nos territoires et nos sociétés, qui passe notamment par la rencontre et la mobilité. Bien conscient de cette problématique de circulation, nous avons subi cette contrainte, et du travail reste à faire dans ce sens. Néanmoins, il est important de souligner que dans le cadre du projet JESR, nous avons pu bénéficier du soutien des 3 Consulats d'Algérie en France (Bobigny, Strasbourg, Montpellier) mais aussi des Ambassades de France et d'Algérie. Un soutien rendu possible par le cadre de dialogue et d'échanges mis en place.

Désormais, cette dynamique de partage et d'échange des savoirs doit pouvoir se mettre en place au-delà des acteurs parties prenantes d'un projet ; elle doit pouvoir s'établir entre plusieurs organisations impliquées sur des projets différents mais dont les objets sont similaires au projet JESR. L'ambition est donc de tirer les enseignements de ce projet à travers la capitalisation afin de fournir les clés de réussites pour l'élaboration d'un projet à la structure et aux enjeux communs.



Participation des partenaires français et algériens au congrès de l'Anacej, Paris, 26/10/2018



# Remerciements

## Partenaires institutionnels

Délégation de l'Union Européenne en Algérie  
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, Délégation à l'Action Extérieure des collectivités territoriales  
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse  
Ambassade d'Algérie à Paris  
Ambassade de France en Algérie

Consulat d'Algérie à Bobigny : Mahmoud MASSALI, Fella BOUZIDI  
Consulat d'Algérie à Montpellier : Mohamed SAOUDI  
Consulat d'Algérie à Strasbourg : Houria YOUSFI

## Aubervilliers

Meriem DERKAOUI, Anthony DAGUET, Nour-eddine SKIKER, Nora AOU DJANE, Farid MOUHOUS, Carlos SEMEDO, Ralf HOFMANN, Nordine IDIR, Yacine MAMOUNI, Subhatha THILLAICHIVAM, Aramata KANTE, André JOST, Maroua ATCHANE, l'équipe de l'association Bouzeguene Europe

## Tichy

Hamid AÏSSANI, Sabrina BOURAS, Rachid AMRANI, Sofiane KHALDI, tous les jeunes du CCJ

## Mulhouse

Michèle LUTZ, Anne-Catherine GOETZ, Azzedine BOUFRIOUA, Martine MOSER, Claudia MESCHEDE, Dominique HERRADA, Simon LEVY, Aya HIMMER, Anta LO

## Etoile Culturelle d'Akbou

Mouloud SALHI, Yanis AIROUCHE, Chérif BADREDINE, Yacine MAIBECHÉ, Zidane BOUCHICHE, et l'ensemble de l'équipe de l'Etoile

## ADICE

Djamel BENIA, Fouad ACHIBA, Moussa ALLEM, Sakina BAKHLA, Abdelouhab ZARHI

## Biskra

Azzedine SLIMANI, Mounia BELIOUZE  
Ali BELGHIT, Abderrahim BEKOUICHE, l'équipe de l'association de développement de capacité des jeunes de Biskra

## Bouzeguene

Rachid OUDALI, Fatma CHERIFI, Mourra BESSAHA, Smaïl AZOUAOU, Abdélkrim DJAOUI, Youcef KESSAI, Sadi CHABI, tous les jeunes du CCJ

## CCVH

Louis VILLARET, Paul MIGNON, Nathalie BULINGE, Camille TOUZARD, Leila Semail

## El Khroub

Professeur ABERKANE, Leila SAKHRAOUI, Lynda CHENATA, Khaïal AMRI, Boubakar Seddik BOURAS, Ahmed MAMERIA, Lynda DERBAL, Yacine LEZGHED, tous les jeunes du CCJ

## Epinay-Sur-Seine

Hervé CHEVREAU, Bernadette GAUTIER, Ramej KASAMALY, Catherine ARNAUD, Christelle KHODJA, Marine BIANCIOTTO, Samba DIALLO, Pacôme SIGNOU, Bayrem BEN CHEIKH

## Les consultants

Souraya AKOUCHE, Djamel BENRAMDANE, Mo-hand-Ouali AIT YAHIA, Farid KERBOUA

## NADA

Abderrahmane ARAR, Akila BOUAMARA

## Cités Unies France

Georges MORIN, Linda NAILI, Sahra CHERID, Charlotte DELLA DONNA, Karima MAZARI, Axel SIMON-DE-LOCHE, Laura BLOSEUR

Et toutes les autres personnes qui ont participé au projet !

Ville d'Epinay-sur-Seine  
(Seine Saint Denis)

Ville d'Aubervilliers  
(Seine Saint Denis)

Ville de Mulhouse  
(Haut-Rhin)

## GENÈSE ET HISTORIQUE DU PROJET

### ◇ Septembre 2015

Les Rencontres algéro-française sur l'action locale pour et avec les jeunes à Béjaïa.

### ◇ mai 2016

Les 3<sup>e</sup> Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales à Alger.

### ◇ 1<sup>er</sup> au 4 Avril 2017

Mission exploratoire

### ◇ 21 juin 2017

Premier comité de pilotage

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### ◇ Durée du projet

2 ans  
(janvier 2017-décembre 2018)

### Budget

400 000 €

### Partenaires financiers

Union européenne,  
Ministère français de l'Europe,  
et des Affaires étrangères

Communauté de communes  
de la Vallée de l'Hérault

## contacts

Linda Naili  
Cités Unies France  
9 rue Christiani 75018 Paris, France  
lnaili@cites-unies-france.org

Mouloud Salhi  
Association l'Etoile culturelle d'Akbou  
Centre culturel d'Akbou, BP n°30 Hôpital  
Akbou  
06001, Algérie  
msalhidz@gmail.com

Djamel Bènia  
Association ADICE  
2 avenue Jean Lebas 59100 Roubaix,  
France  
djamel.benia@adice.asso.fr

Abderrahman Arar  
Association NADA  
102 et 105 rue Didouche Mourad 16000  
Alger  
a\_arar2002@yahoo.fr

APC de Bouzeguène  
(Tizi-Ouzou)

APC de Tichy  
(Béjaïa)

APC d'El Khroub  
(Constantine)



SCAN ME